



## Revue de la presse arménienne du 13 novembre 2020

**Les russes ont déjà installé 10 postes d'observation au Karabakh/** Selon le Ministère russe de la Défense, les soldats de la paix russes déployés au Haut-Karabakh ont déjà installé 10 postes d'observation à la ligne de contact et dans le corridor de Lachine. La Russie assurera également la rotation de ses soldats de la paix au Karabakh au moins deux fois par an.

**Le MDD a rejeté les rapports sur l'apparition du drone turc dans le ciel d'Erevan/** Le Ministère arménien de la Défense a rejeté les rapports sur l'apparition du drone turc Bayraktar dans l'espace aérien d'Erevan. Selon le Ministère, les forces de défense aérienne de l'Arménie, ainsi que les forces de défense aérospatiale de la Russie, protègent l'espace aérien de l'Arménie et du Karabakh et c'est une zone d'exclusion aérienne sauf pour l'aviation militaire et l'aviation civile enregistrée. Selon le Ministère arménien, le nombre total de morts dans l'armée du Karabakh s'élève à 1339 en date de vendredi matin.

**MAE: la déclaration sur la fin de la guerre ne peut être considérée comme un règlement global du conflit/** Le Ministre arménien des Affaires étrangères, Zohrab Mnatsakanyan, [a eu](#) des conversations téléphoniques avec les Ministre russe et français des affaires étrangères et le secrétaire d'État adjoint des États-Unis. Mnatsakanyan a souligné que la déclaration trilatérale concernait l'établissement d'un cessez-le-feu et le déploiement de soldats de la paix au Karabakh et ne pouvait être évaluée comme une solution globale au conflit du Haut-Karabakh. Mnatsakanyan a clairement souligné que tout rôle de la Turquie dans la mission de maintien de la paix devait être exclu, malgré les tentatives de ce pays. Mnatsakanyan a exprimé sa profonde inquiétude quant au sort du patrimoine culturel arménien dans les territoires qui sont apparus sous le contrôle de l'Azerbaïdjan. Mnatsakanyan a souligné que toute question relative au processus de paix du Haut-Karabakh devrait être discutée exclusivement en marge de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE. Mnatsakanyan a souligné que le statut du Karabakh et la pleine assurance de la sécurité du peuple du Karabakh étaient des priorités.

### Réactions étrangères

**Entretien téléphonique du Président de la République française avec Nikol Pachinian/** Le Président de la République [s'est entretenu](#) avec le Premier ministre arménien, M. Nikol Pachinian et l'a informé de la réunion organisée à l'Élysée pour mobiliser l'effort humanitaire de la France. Le Président a dit sa satisfaction de l'arrêt des combats, a rappelé son amitié pour l'Arménie et son peuple ainsi que sa disponibilité pour bâtir une solution politique équitable, durable et acceptable pour toutes les parties au Haut-Karabakh.

**Lavrov sur le conflit du Karabakh/** La presse rend compte des déclarations du Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, selon lesquelles Moscou est convaincu que toutes les parties sont intéressées par la présence de soldats de la paix russes au Haut-Karabakh. « *Je suis convaincu que le gouvernement arménien est pleinement conscient de sa responsabilité et comprend qu'il a signé ce document dans l'intérêt supérieur de sa nation* » a déclaré Lavrov. Il a souligné que les missions de maintien de la paix turques ne seront pas envoyées dans la zone de conflit. Selon lui, les frontières de mobilité des observateurs de la Turquie seront limitées par le centre russo-turc de contrôle du cessez-le-feu dans la région situé en Azerbaïdjan (cf. [revue du 12 novembre 2020](#)). La presse note que quelques heures après la signature du mémorandum sur l'établissement de ce centre, les responsables de Bakou et d'Ankara ont annoncé qu'il y aurait non seulement des soldats de la paix russes mais aussi turcs dans le Haut-Karabakh. Moscou l'a nié à plusieurs reprises hier à différents niveaux. Le porte-parole du Kremlin a notamment déclaré une fois de plus que la question des soldats de la paix turcs n'avait même pas été abordée et que leur déploiement dans le Haut-Karabakh n'était pas possible sans le consentement d'Erevan. Lavrov a déclaré que la Russie n'observait aucune tentative de saper les accords conclus sur le Karabakh. D'après lui, l'opposition en Arménie essaie de faire des spéculations, mais il y a certainement des personnes sincères qui sont offensées que la situation se termine ainsi. En même temps, Lavrov a souligné que les autorités du pays auraient dû expliquer à temps à la population qu'il était impossible de garder indéfiniment sept districts autour du Haut-

Karabakh et qu'ils devaient être rendus. D'après Lavrov, ces « *principes* » [de céder les territoires] étaient sur la table des négociations depuis des années et c'était « *une voie idéale* » pour régler le conflit sans effusion de sang et sans porter atteinte à la sécurité des Arméniens du Haut-Karabakh et des autres minorités ethniques vivant dans le Haut-Karabakh. D'après lui, il aurait été possible d'éviter l'effusion de sang si ces principes avaient été acceptés plus tôt. Lavrov s'est dit être sûr que le déblocage de tous les transports et communications économiques dans la région devrait « *jouer un rôle énorme et positif pour l'économie arménienne* ». Le Ministre a qualifié de malhonnêtes les évaluations de l'intérêt présumé de la Russie à préserver le conflit gelé. Le chef du MID a déclaré qu'il était inadmissible de fixer artificiellement des délais pour la résolution de la question du statut du Karabakh. Selon lui, le statut sera déterminé après que les droits de toutes les catégories de personnes dans la région auront été clarifiés. Lavrov a déclaré que des représentants des États-Unis et de la France, ainsi que le chef du Comité international de la Croix-Rouge, arriveront bientôt à Moscou pour discuter de la situation au Karabakh. Lavrov a déclaré que la Russie impliquera l'UNESCO dans la préservation et la restauration des monuments culturels du Haut-Karabakh. Selon Lavrov, les réfugiés et personnes déplacées ont le droit de retourner au Karabakh et de « *retrouver leurs racines culturelles et religieuses* ». Selon lui, la situation de nombreux monastères et mosquées, devraient être discuté. « *Cela concerne d'ailleurs les sites religieux dans d'autres parties de la région. La partie arménienne a soulevé à plusieurs reprises la question du sort des églises chrétiennes au Nakhitchevan* » a déclaré le Ministre. Lavrov a souligné qu'il n'était pas prévu d'élargir la composition des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE. Le Ministre a déclaré que les médiateurs étaient quelque peu offensés de n'avoir pas été complètement informés du déroulement des négociations, mais que les clarifications pertinentes avaient été « *correctement perçues* ».

### **Politique intérieure**

**Le tribunal d'Erevan annule l'arrestation des leaders de l'opposition/** Gagik Tsaroukian, leader du parti de « Arménie prospère », Eduard Sharmazanov, membre éminent du parti « Républicain », Artur Vanetsyan, leader du parti « Patrie » et Ishkhan Saghatelian, membre dirigeant du parti Dachnak, ont été libérés. Selon leurs avocats, la Cour de juridiction générale d'Erevan a jugé leurs arrestations illégales. Ils avaient été arrêtés pour soupçons d'avoir organisé des rassemblements illégaux. Ils faisaient partie des 10 personnalités de l'opposition qui ont été arrêtées lors de la manifestation anti-gouvernementale organisée par 17 partis politiques d'opposition (cf. [revue du 12 novembre 2020](#)).

**Les manifestations anti-gouvernementales se poursuivent/** Les groupes d'opposition poursuivent leurs manifestations pour exiger la démission du Premier ministre. Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Erevan le 12 novembre, chantant « *Traître, va-t'en !* ». Les manifestants se sont ensuite réunis à nouveau sur la Place de la Liberté dans la soirée pour organiser un rassemblement au cours duquel des orateurs, dont des membres des partis « Arménie prospère » et Dachnak, ont à nouveau exigé la démission de Pachinian. Ils ont annoncé que les manifestations se poursuivraient aujourd'hui. Parallèlement, des partisans du groupe d'opposition « Sasna Tsrer » ont organisé un rassemblement dans le centre d'Erevan, mais ont annulé une marche prévue dans la ville après que la police leur ait dit de se dissoudre, invoquant la loi martiale qui interdit les rassemblements.

**Le service spécial d'enquête d'Arménie a détenu des membres de l'opposition/** Le Service spécial d'enquête a signalé avoir détenu le représentant du parti politique Dachnak, Artsvik Minasyan, le membre du parti « Patrie », Arsen Babayan, et le membre du parti « Agenda national », Ara Hakobyan. Ils soupçonnés d'avoir organisé et tenu une manifestation en violation de la procédure établie par la loi.

**Les résidents de Hadrut ont remis des lettres aux ambassades des pays coprésidents du groupe de Minsk/** Dans cette lettre les résidents de Hadrut demandent d'assurer « *la désoccupation* » de cette région, notant que la région avait été et devait rester arménienne. Seul l'Ambassadeur de France, Jonathan Lacôte, a rencontré personnellement les manifestants pour accepter la lettre. Il a noté que la priorité de la France était d'apporter de l'aide aux victimes. Il a indiqué que le Président de la République allait organiser une réunion avec les acteurs du secteur associatif franco-arménien et humanitaire pour mettre en place une aide de long terme, médicale et humanitaire, spécifiquement adaptée aux besoins de l'Arménie.

**Adresse à la nation du Premier ministre/** Dans [une adresse à la nation](#), Nikol Pachinian a déclaré que s'il n'aurait pas signé la déclaration trilatérale, Stepanakert, Askeran et Martakert seraient inévitablement perdus, car ces villes suffisamment éloignées de la ligne de front n'avaient pas de structures défensives et de fortifications. En outre, selon lui, il n'y avait pas non plus autant de forces combattantes capables de défendre ces villes de manière réaliste. D'après lui, les régions autour seraient également perdues et plus de 20 000 soldats et officiers se trouveraient encerclés par les troupes ennemies, risquant inévitablement

d'être tués ou capturés. « *Lorsqu'une situation survient où un soldat ne peut en aucune manière influencer le cours ultérieur des événements, ce n'est plus le soldat qui devrait mourir pour le bien de la patrie, mais la patrie devrait faire des sacrifices pour le bien du soldat, le commandant ne doit pas donner l'ordre de mourir au soldat, mais il doit mourir pour le soldat* » a déclaré Pachinian en indiquant qu'il se rendait compte que la probabilité de sa mort politique et même physique était très élevée après la signature de ce document. Quant à la question de la consultation avec le peuple, Pachinian a déclaré « *Si je parlais au peuple, je devais présenter honnêtement la situation objective en public, ce qui signifierait également donner des informations détaillées sur la situation à l'adversaire, de plus, présenter un plan détaillé pour bloquer nos 25 000 soldats en quelques heures, avec toutes les conséquences qui en découlent. Et puis, j'ai promis de discuter avec le peuple des options pour le règlement de la question du Karabakh, et ce document n'envisage pas une solution de fond à la question, mais seulement une cessation des hostilités* ». D'après lui, le problème du Karabakh n'a pas été résolu et n'est pas résolu, et à cet égard, il reste encore du travail à faire. Selon lui, à cet égard, la reconnaissance internationale du Karabakh devient une priorité absolue. Pachinian a également rejeté les rumeurs sur la remise de Meghri en déclarant qu'il s'agissait seulement de débloquer les routes de transport de la région, y compris de l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan. « *Mais cela signifie aussi que les voies de transport d'Erevan à Syunik par Nakhitchevan doivent également être débloquées, y compris la communication ferroviaire de l'Arménie avec la République islamique d'Iran, qui peut être d'une importance significative pour le développement futur de l'économie de notre pays* » a dit Pachinian. « *J'appelle tous nos compatriotes à ne pas céder aux provocations et à s'unir autour du gouvernement déterminé à assumer l'entière responsabilité de sortir le pays de cette situation, et dans le même temps, garantir que personne ne prend le pouvoir qui appartient au peuple dans le but de piller le pays, retourner dans le tourbillon de la corruption* » a déclaré le Premier ministre.

**114383 cas confirmés de coronavirus/** Au moment de la rédaction de cette revue, les autorités ont confirmé 114383 cas de coronavirus dans le pays dont 72116 ont été guéris et 1697 patients sont décédés.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en Arménie.